

CR 99/17

*International Court
of Justice*

THE HAGUE

*Cour internationale
de Justice*

LA HAYE

YEAR 1999

Public sitting

held on Monday 10 May 1999, at 5.10 p.m., at the Peace Palace,

Vice-President Weeramantry, Acting President, presiding

in the case concerning Legality of Use of Force

(Yugoslavia v. France)

Request for the indication of provisional measures

VERBATIM RECORD

ANNEE 1999

Audience publique

tenue le lundi 10 mai 1999, à 17 h 10, au Palais de la Paix,

*sous la présidence de M. Weeramantry, vice-président
faisant fonction de président*

dans l'affaire relative à la Licéité de l'emploi de la force

(Yougoslavie c. France)

Demande en indication de mesure conservatoire

COMPTE RENDU

Present:	Vice-President	Weeramantry, Acting President
	President	Schwebel
	Judges	Oda
		Bedjaoui
		Guillaume
		Ranjeva
		Herczegh
		Shi
		Fleischhauer
		Koroma
		Vereshchetin
		Higgins
		Parra-Aranguren
		Kooijmans
		Rezek
	Judge <i>ad hoc</i>	Kreća
	Registrar	Valencia-Ospina

Présents : M. Weeramantry, vice-président, faisant fonction de président en l'affaire
M. Schwebel, président de la Cour
MM. Oda
Bedjaoui
Guillaume
Ranjeva
Herczegh
Shi
Fleischhauer
Koroma
Vereshchetin
Mme Higgins
MM. Parra-Aranguren
Kooijmans
Rezek, juges
Kreća, juge *ad hoc*

M. Valencia-Ospina, greffier

The Government of the Federal Republic of Yugoslavia is represented by:

Mr. Rodoljub Etinski, Chief Legal Adviser in the Ministry of Foreign Affairs, Professor of International Law, Novi Sad University,

as Agent;

H. E. Mr. Milan Grubić, Ambassador of the Federal Republic of Yugoslavia to the Netherlands,

as Co-Agent;

Mr. Ian Brownlie, C.B.E., Q.C., Chichele Professor of Public International Law, Oxford,

Mr. Carlos Casillas Velez, Vice-President of the Mexican Academy of International Law and Professor of Law at UNAM University,

Mr. Olivier Corten, Lecturer at the Faculty of Law of the Free University of Brussels,

Mr. Stevan Djordjević, Professor of International Law, Belgrade University,

Mr. Pierre Klein, Lecturer at the Faculty of Law of the Free University of Brussels,

Mr. Miodrag Mitić, Assistant Federal Minister for Foreign Affairs of the Federal Republic of Yugoslavia (Ret.),

Mr. Eric Suy, Professor at the Catholic University of Leuven, former Under-Secretary-General and Legal Counsel of the United Nations,

Mr. Paul J. I. M. de Waart, Professor emeritus of International Law, Free University of Amsterdam,

as Counsel and Advocates;

Mrs. Sanja Milinković,

as Assistant.

The Government of the Republic of France is represented by:

Mr. Ronny Abraham, Director of Legal Affairs of the Ministry of Foreign Affairs,

as Agent;

Mr. Alain Pellet,

as Counsel and Advocate;

Mr. Jean-Michel Favre, Department of Legal Affairs of the Ministry of Foreign Affairs,

Mr. Guillaume Etienne, Department of Legal Affairs of the Ministry of Defence,

as Counsellors.

Le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie est représenté par :

M. Rodoljub Etinski, conseiller juridique principal au ministère des affaires étrangères de la République fédérale de Yougoslavie et professeur de droit international à l'Université de Novi Sad,

comme agent;

S. Exc. M. Milan Grubić, ambassadeur de la République fédérale de Yougoslavie aux Pays-Bas,

comme coagent;

M. Ian Brownlie, C.B.E., membre du barreau d'Angleterre, professeur de droit international public, titulaire de la chaire Chichele à l'Université d'Oxford,

M. Carlos Casillas Velez, vice-président de l'*Academia Mexicana de Derecho Internacional* et professeur de droit international à l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM),

M. Olivier Corten, maître de conférences à la faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles,

M. Stevan Djordjević, professeur de droit international à l'Université de Belgrade,

M. Pierre Klein, maître de conférences à la faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles,

M. Miodrag Mitić, ancien ministre fédéral adjoint des affaires étrangères de la République fédérale de Yougoslavie,

M. Eric Suy, professeur à l'Université catholique de Louvain (K. U. Leuven), ancien Secrétaire général adjoint et conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies,

M. Paul J. I. M. de Waart, professeur émérite de droit international à la *Vrije Universiteit* d'Amsterdam,

comme conseil et avocats;

Mme Sanja Milinković,

comme assistante.

Le Gouvernement de la République française est représenté par :

M. Ronny Abraham, directeur des affaires juridiques au ministère des affaires étrangères,

comme agent;

M. Alain Pellet,

comme conseil et avocat;

M. Jean-Michel Favre, direction des affaires juridiques du ministère des affaires étrangères,

M. Guillaume Etienne, direction des affaires juridiques du ministère de la défense,

comme conseillers.

The VICE-PRESIDENT, acting President: Please be seated. The Court meets now to hear the submissions of France in the case of Yugoslavia against France, and I have much pleasure in calling upon the distinguished Agent of the Government of France, Mr. Abraham.

M. ABRAHAM :

Monsieur le président, Madame et Messieurs de la Cour,

La France, que j'ai le grand honneur de représenter devant vous aujourd'hui, est mise en cause par la République fédérale de Yougoslavie pour «violation de l'obligation de ne pas recourir à l'emploi de la force» (intitulé de la requête introduite le 29 avril 1999).

C'est par respect pour la Cour internationale de Justice que la République française se présente, en ma personne, dans ce prétoire. Mais je regrette d'avoir à dire que ce respect ne me paraît pas également partagé par la Partie adverse, tant il est évident d'emblée que la requête de la République fédérale de Yougoslavie contre la France échappe à la compétence de la Cour, qu'elle est vouée pour cette raison à un rejet inéluctable, et que l'Etat requérant ne peut pas l'ignorer. Pourquoi, alors, cette requête ?

J'ai bien l'impression, Monsieur le président, que la Yougoslavie souhaite, en réalité, utiliser la Cour comme un forum politique, et non pour ce qu'elle est, c'est-à-dire un organe judiciaire indispensable, chargé de régler, conformément au droit international, les différends qui lui sont soumis, comme le précise l'article 38 de son Statut, et dans les limites de sa compétence.

Cette action judiciaire vouée à l'échec et introduite à des fins grossièrement étrangères à celles d'une bonne justice constituée, peut-être et tout au plus, pour le défendeur, un désagrément, mais surtout et certainement, pour la Cour, une injure.

Il est inutile de consacrer de longs développements aux événements qui sont à l'origine de cette affaire, à savoir ce que l'on doit appeler «la crise du Kosovo», car elle est connue de tous. Comme l'ont souligné les chefs d'Etat et de gouvernement participant à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord, qui s'est tenue à Washington les 23 et 24 avril dernier, cette crise remet fondamentalement en cause des valeurs que les Etats participant aux opérations militaires de l'OTAN et visés par les requêtes de la Yougoslavie défendent : la démocratie, les droits de l'homme

et la primauté du droit. Cette crise est : «l'aboutissement d'une politique délibérée d'oppression, de nettoyage ethnique et de violence conduite par le régime de Belgrade» («déclaration sur le Kosovo» adoptée à l'issue du Sommet de Washington). Cette déclaration précise que

«l'action militaire de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie est menée à l'appui des objectifs politiques de la Communauté internationale, réaffirmés dans les déclarations récentes faites par le Secrétaire général des Nations Unies et par l'Union Européenne : paix, multiethnicité et démocratie pour un Kosovo où le peuple tout entier puisse vivre en sécurité et jouir des libertés et des droits de l'homme universels sur une base d'égalité».

La France n'entend pas entrer, de quelque manière que ce soit, dans une discussion sur le fond du prétendu différend que la requête aurait pour objet de faire trancher. Elle se limitera à démontrer l'absence de compétence de la Cour pour connaître de cette requête. Elle est pleinement solidaire des argumentations tendant aux mêmes fins qui ont et qui seront développées devant vous par les défendeurs aux autres requêtes inscrites à l'ordre du jour des présentes audiences.

Monsieur le président, la République fédérale de Yougoslavie invoque, dans sa requête contre la France, deux bases de compétence : l'article IX de la convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide, et l'article 38, paragraphe 5, du Règlement de la Cour. Ces deux bases de compétence sont totalement inopérantes, mais pour des raisons différentes.

a) L'article 38, paragraphe 5, du Règlement de la Cour se lit comme suit :

«Lorsque le demandeur entend fonder la compétence de la Cour sur un consentement non encore donné ou manifesté par l'Etat contre lequel la requête est formée, la requête est transmise à cet Etat. Toutefois elle n'est pas inscrite au rôle général de la Cour et aucun acte de procédure n'est effectué tant que l'Etat contre lequel la requête est formée n'a pas accepté la compétence de la Cour aux fins de l'affaire.»

Cette disposition correspond, comme on le sait, à une offre de règlement judiciaire que l'Etat visé par la requête peut ou non accepter. La saisine et la compétence de la Cour sont, je n'insisterai pas sur ce point, subordonnées à l'existence d'un consentement du défendeur. Votre jurisprudence est assez abondante sur cette question. On peut, notamment, faire référence à l'affaire du *Traitement en Hongrie d'un avion des Etats-Unis d'Amérique et de son équipage (Etats-Unis d'Amérique c. Hongrie)*. La Cour a expliqué, dans son ordonnance du 12 juillet 1954, qu'elle «ne pouvait donner suite» à la requête introduite par les Etats-Unis d'Amérique en l'absence d'une «acceptation par le Gouvernement de la République populaire de Hongrie de la juridiction de la Cour pour connaître

du différend faisant l'objet de la requête» (*C.I.J. Recueil 1954*, p. 101). Le raisonnement a été identique dans l'affaire de l'*Incident aérien du 7 octobre 1952* (*C.I.J. Recueil 1956*, p. 11), dans l'affaire de l'*Antarctique (Royaume-Uni c. Argentine)* (*C.I.J. Recueil 1956*, p. 14), dans l'affaire relative à l'*Incident aérien du 7 novembre 1954* (*C.I.J. Recueil 1959*, p. 278), etc., inutile de multiplier les exemples.

L'article 38, paragraphe 5, du Règlement de la Cour est inopérant tout simplement parce que la France n'accepte pas, en l'espèce, la compétence de la Cour. Il est bien entendu que sa participation à la phase actuelle de l'instance introduite par la requête de la Yougoslavie ne constitue pas une acceptation de la compétence de la Cour en vertu de cet article. Au demeurant, nul n'ignore que la doctrine du *forum prorogatum* ne peut trouver application en pareille circonstance. Dans son ordonnance du 13 septembre 1993, rendue dans l'affaire relative à l'*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie)*, la Cour insiste sur le fait que le «défendeur a constamment contesté que la Cour ait compétence pour connaître du différend, sur la base de cette convention (celle de 1948) ou sur toute autre base». Et elle relève que, dans ces conditions, la présence de l'Etat défendeur (la Yougoslavie) et les mesures qu'il sollicitait ne pouvaient être regardées, même *prima facie*, comme une «manifestation non équivoque» de la volonté de cet Etat d'accepter de manière «volontaire, indiscutable» la compétence de la Cour (*C.I.J. Recueil 1993*, par. 34).

Faute de consentement de la France sur la base de l'article 38, paragraphe 5, la requête de la Yougoslavie ne pourrait, sur cette base, être inscrite au rôle général de la Cour et aucun acte de procédure ne pourrait être effectué.

Aussi l'Etat requérant, qui ne peut bien évidemment ignorer ce qui précède, a-t-il cru habile d'invoquer une autre base de compétence pour la saisine de la Cour : l'article IX de la convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide.

b) Mais cette disposition n'est pas non plus une base de compétence pertinente, et cela de façon absolument manifeste. Au demeurant, si la République fédérale de Yougoslavie avait réellement pensé que l'article IX de la convention de 1948 fournissait une base juridique aux prétentions qu'elle entend soumettre à la Cour, elle n'eût pas invoqué également l'article 38, paragraphe 5, du Règlement de la Cour.

Le professeur Alain Pellet démontrera dans un instant, avec votre permission, Monsieur le président, que la convention de 1948 ne comporte aucun lien de rattachement avec les arguments et les conclusions que développe la requête.

Nous sommes ici en présence d'un pur artifice qui ne peut abuser personne.

La Cour permettra-t-elle que cet artifice ait une quelconque efficacité, qu'il produise quelque effet que ce soit, même d'un point de vue purement procédural ? Je ne le pense et ne le souhaite pas.

Le principe fondamental du respect dû au juge, et tout spécialement à l'organe judiciaire principal des Nations Unies, implique qu'une partie ne puisse tirer aucun bénéfice, si minime soit-il, d'un artifice de procédure.

C'est pourquoi la République française demandera à la Cour, pour des raisons de droit que je développerai dans quelques minutes, d'ordonner purement et simplement la radiation du rôle général de la requête de la République fédérale de Yougoslavie contre la France.

Mais auparavant, si vous voulez bien lui donner la parole, Monsieur le président, le professeur Alain Pellet démontrera l'absence de compétence *prima facie* de la Cour pour connaître de cette requête.

Je vous en remercie.

The VICE-PRESIDENT, acting President: I give the floor to Professor Pellet.

M. PELLET : Monsieur le président, Madame et Messieurs les juges,

1. C'est, pour moi, un honneur de me présenter à nouveau devant vous au nom de mon pays, même si j'eusse préféré le faire en d'autres circonstances, tant est manifeste l'incompétence de la

Cour et injurieux le fondement, totalement artificiel, sur lequel la République fédérale de Yougoslavie prétend fonder sa juridiction : l'article IX de la Convention sur le génocide de 1948.

M. Ronny Abraham vient d'exposer les grandes lignes de la position de la France. Il m'appartient de montrer que la Cour n'a pas la compétence *prima facie* nécessaire pour indiquer des mesures conservatoires au titre de l'article 41 de son Statut.

2. Conformément à votre jurisprudence, maintenant bien établie, l'indication de telles mesures est subordonnée à la réunion de trois conditions :

- une atteinte irréparable doit être portée aux droits — pas aux intérêts, Monsieur le président, *aux droits* — des Parties, dans le cadre du différend soumis à la Cour;
- l'indication des mesures demandées doit être urgente;
- la Cour doit avoir compétence au moins *prima facie* pour connaître du litige principal.

Je ne m'attarderai pas sur les deux premières de ces conditions, tant la troisième fait manifestement défaut, ce qui rend superflu, et à vrai dire impossible, l'examen des deux autres, car il est bien évident que la compétence est la condition préalable à toute entrée en matière.

3. Monsieur le président, la Cour permanente avait déjà mis en garde contre l'idée qu'une requête suffit à créer un litige justiciable, ceci en énonçant une règle qui est d'ailleurs une règle de bon sens, je cite la CPJI :

«il est évident [disait-elle] que la compétence de la Cour ne saurait dépendre seulement de la manière dont la requête est formulée ... la Cour doit en première ligne examiner ... si les dispositions auxquelles il faut recourir pour décider sur la requête sont parmi celles au sujet desquelles la compétence de la Cour est établie» (affaire relative à *Certains intérêts allemands en Haute Silésie polonaise*, arrêt du 25 août 1925, C.P.J.I. série A n° 6, p. 15).

La Cour doit donc s'assurer que le différend qui lui est soumis entre bien parmi ceux qui correspondent à la base de compétence invoquée. Elle l'a répété récemment dans l'arrêt du 12 décembre 1996 dans l'affaire des Plates-formes pétrolières :

«la Cour ne peut se borner à constater que l'une des Parties soutient qu'il existe un tel différend [en l'espèce il était relatif à l'interprétation ou à l'application du traité d'amitié de 1955 entre les Etats-Unis et l'Iran] et que l'autre le nie. Elle doit rechercher si les violations du traité de 1955 alléguées par l'Iran entrent ou non dans les prévisions de ce traité et si, par suite, le différend est de ceux dont la Cour est compétente pour connaître *ratione materiae* par application de la clause compromissoire figurant dans le traité.» (C.I.J. Recueil 1996, p. 810, par. 16.)

Cela rejoint les positions que la Cour a prises plus précisément en matière de mesures conservatoires : d'une part, les mesures conservatoires demandées doivent coïncider avec l'objet du litige tel qu'il est défini dans la requête — vous l'avez rappelé dans l'ordonnance du 2 mars 1990, rendue dans l'affaire relative à la *Sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (C.I.J. Recueil 1990, p. 70, par. 26)*; d'autre part, vous vous êtes toujours refusés à faire droit à des demandes en indication de mesures conservatoires sortant du cadre de l'instrument invoqué pour fonder votre compétence (voir *ibid.* et les ordonnances du 8 avril et du 13 septembre 1993 dans l'affaire relative à l'*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide*).

4. La République fédérale de Yougoslavie dit fonder la compétence de la Cour sur l'article 38, paragraphe 5, du Règlement — ce qui est une manière de reconnaître que la haute juridiction est incompétente — et aussi sur l'article IX de la convention de 1948 sur le génocide — ce qui est peut-être une autre manière de reconnaître la même chose, tant est absurde l'allégation que ceci implique nécessairement selon laquelle la France serait en train de commettre un génocide.

La convention est expressément mentionnée à deux reprises dans la requête yougoslave, une fois en tant que base de compétence de la Cour (p. 2 de la requête); une autre fois parmi les moyens de droit sur lesquels la demande repose (p. 5). Elle y est citée en même temps que divers principes, ou prétendus principes, de droit coutumier et en même temps que des traités auxquels la France n'est d'ailleurs pas toujours partie comme le protocole I de 1977 aux conventions de Genève ou la convention sur le Danube de 1948. La convention sur le génocide n'est pas mentionnée une seule fois dans la demande en indication de mesures conservatoires.

Tout au plus celle-ci indique-t-elle, parmi les «motifs» de la demande, le fait que les actes imputés à la France seraient de nature telle que "*the Yugoslav population is deliberately imposed conditions of life calculated to bring about physical destruction of the group, in whole or in part*" (p. 16). Auparavant le demandeur avait utilisé la même expression, mais au sujet non pas d'un groupe, mais d'*ethnic groups*, au pluriel (p. 1). Même procédé dans la requête elle-même où, par deux fois, la République fédérale de Yougoslavie paraphrase, sans le citer, l'article II, alinéa c), de la convention sur le génocide qui inclut dans la définition de ce crime la «soumission

intentionnelle» d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux, dans l'intention de le détruire, «à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle» (p. 3 et 4). L'agent de la Yougoslavie a aussi procédé de cette manière ce matin.

5. On comprend, Monsieur le président, que l'Etat demandeur hésite à utiliser le mot «génocide» : son usage ne ferait que souligner l'incongruité de sa requête, dont le titre même qu'il a choisi de lui donner souligne qu'elle n'a rien à voir avec un quelconque génocide. Vous-mêmes, Madame et Messieurs de la Cour, ne vous y êtes pas trompés, en intitulant cette affaire *Licéité de l'emploi de la force*.

Ce titre correspond du reste à celui retenu par le requérant : "*Application of the Federal Republic of Yugoslavia against the Republic of France for Violation of the Obligation not to Use Force*" - pas "... *for Violation of the Obligation not to Commit Genocide*", non : pour la prétendue violation de l'obligation *de ne pas recourir à la force*.

Cet objectif unique est confirmé par la conclusion, unique aussi, de la demande en indication de mesures conservatoires. Sa rédaction ne laisse aucun doute sur son objet :

"The Republic of France shall cease immediately its acts of use of force and shall refrain from any act of threat or use of force against the Federal Republic of Yugoslavia." (P. 17.)

Du reste, la requête et la demande en indication de mesures conservatoires dans leur ensemble portent exclusivement sur les pertes et destructions entraînées par les actes liés au conflit armé en cours, alors que pas une fois la République fédérale de Yougoslavie ne fait la moindre allusion à une quelconque «intention génocidaire» de la part des autorités de la République française. Il en est allé de même d'ailleurs des plaidoiries que nous avons entendues ce matin, à la seule exception de celle de M. Mitić, qui s'est borné à une affirmation isolée, pure et simple, sans même l'assortir de la moindre ébauche de démonstration.

6. Or, le génocide, tel que le définit la convention de 1948 comporte deux éléments. L'un objectif : la destruction en tout ou en partie d'un groupe national ou religieux comme tel. L'autre subjectif : l'intention d'aboutir à ce résultat qui est contraire, comme vous l'avez dit dans votre avis de 1951, aux «principes de morale les plus élémentaires» (C.I.J., avis consultatif du 28 mai 1951,

Réserves à la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, C.I.J. Recueil 1951, p.23). On chercherait en vain, Monsieur le-président, trace de l'un ou de l'autre de ces éléments en la présente espèce.

En ce qui concerne le premier, l'élément objectif, la République fédérale de Yougoslavie n'invoque, comme je l'ai dit, que — mais c'est déjà beaucoup trop — l'alinéa c) de l'article II de la convention, la «soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle». Et elle précise (si l'on peut dire) cette accusation en reprochant à la France de causer «un énorme dommage à l'environnement» et d'utiliser de l'uranium affaibli (requête, p. 3).

Ces allégations, Monsieur le président, manquent entièrement en fait :

- les forces de l'OTAN prennent le maximum de précautions pour causer à l'environnement le moins de dommages possibles et s'efforcent de ne causer aucun mal superflu aux populations civiles;
- quant à l'allégation d'utilisation d'uranium affaibli, elle est parfaitement dépourvue de fondement, les forces armées françaises n'étant dotées d'aucune arme de ce type. Au demeurant, l'utilisation de telle ou telle arme, surtout quand elle n'est nullement illicite, est sans rapport aucun avec la définition du génocide, même envisagée sous l'angle de son élément objectif.

7. Monsieur le président, l'élément intentionnel n'est, évidemment, pas davantage présent. Comme la Cour a eu l'occasion de le rappeler avec force récemment dans une affaire qui, déjà, mettait en cause la République fédérale de Yougoslavie :

«d'après la définition du génocide figurant à l'article II de la convention sur le génocide ..., la caractéristique essentielle du génocide est la destruction intentionnelle d'un «groupe national, ethnique, racial ou religieux»...» (Ordonnance du 13 septembre 1993, par. 42; *C.I.J. Recueil 1993, p. 345.*)

L'usage de la force armée n'entre pas en tant que tel dans les prévisions de la convention de 1948 sur laquelle la République fédérale de Yougoslavie accepte de se fonder.

On ne peut, à cet égard, que partager l'interprétation que les Etats-Unis ont donnée de l'article II c) de cet instrument lorsqu'ils l'ont ratifié en 1988 :

«Les actes commis au cours de conflits armés sans l'intention expresse énoncée à l'article II ne sont pas suffisants pour constituer un génocide au sens de la présente convention.» (Cité dans *Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général — Etat au 31 décembre 1997*, ST/LEG/SER.E/16, p. 93.)

Il est du reste révélateur que cette déclaration interprétative n'ait suscité aucune objection ni aucune réaction négative, y compris de la part de la Yougoslavie. Le contraire eût d'ailleurs été fort surprenant : il suffit de lire l'article II de la convention de 1948 pour constater que l'intention de détruire un groupe humain comme tel constitue le cœur même de la définition du génocide. Je remarque au surplus au passage que cet élément intentionnel est doublement présent dans l'alinéa *c*) de l'article II : l'auteur du génocide doit avoir *l'intention* de détruire le groupe *et* il doit le soumettre *intentionnellement* aussi à des conditions d'existence devant entraîner cette destruction.

8. La Cour a été particulièrement claire à cet égard dans son ordonnance en indication de mesures conservatoires du 13 septembre 1993 dans l'affaire relative à *l'Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide*. Elle a considéré que, de tous les droits dont la Bosnie-Herzégovine reprochait la violation à la Yougoslavie (Serbie et Monténégro), seul celui du peuple et de l'Etat de Bosnie-Herzégovine d'être protégés contre les actes de génocide et autres actes assimilables perpétrés par le défendeur agissant de concert avec ses agents et auxiliaires en Bosnie et ailleurs était «tel que, par sa nature, il [pouvait] dans une certaine mesure relever *prima facie* des droits conférés par la convention sur le génocide» (par. 39, *C.I.J. Recueil 1993*, p. 344).

En revanche, la Cour a considéré qu'aucune des autres demandes bosniaques n'entraîne «dans le champ d'application de la convention sur le génocide» (ordonnance du 8 avril 1993, par. 35, *C.I.J. Recueil 1993*, p. 19). En particulier, elle a estimé que les mesures sollicitées par l'Etat demandeur visant la légitime défense ne relevaient pas «de la compétence que lui confère l'article IX de la convention sur le génocide» (ordonnance du 13 septembre 1993, par. 41, *C.I.J. Recueil 1993*, p. 345) et elle a écarté les demandes qui avaient pour objet de préserver «le droit pour le peuple et l'Etat de Bosnie-Herzégovine d'être à tout moment protégés contre l'emploi ou la menace de la force perpétrés contre eux par la Yougoslavie (Serbie et Monténégro)» (*ibid.*, par. 38, p. 343).

9. Or , Madame et Messieurs de la Cour, c'est très exactement ce que vous demande la République fédérale de Yougoslavie dans la présente affaire; et c'est *seulement* ce qu'elle réclame. Elle ne vous demande — et je cite à nouveau le texte même de son unique conclusion, cette fois en français — elle ne vous demande rien de plus que d'indiquer que «la République française doit cesser immédiatement ses actes d'emploi ou de menace de la force contre la République fédérale de Yougoslavie». Elle se fonde sur les mots mêmes utilisés naguère par la Bosnie-Herzégovine, dont vous aviez clairement rejeté les demandes en 1993 après avoir constaté que ces demandes ne relevaient pas, fût-ce *prima facie* de la compétence de la Cour au titre de la convention de 1948.

Il n'existe, Monsieur le président, aucune raison pour que la Cour se déjuge en 1999. Et la République fédérale de Yougoslavie n'en avance aucune.

La France a donc la ferme conviction que la Cour ne peut indiquer une mesure conservatoire quelconque dans l'affaire que cet Etat a introduite contre elle, faute de compétence *prima facie*. Mais elle croit aussi qu'il faut aller plus loin. La Cour n'a pas compétence *prima facie*; mais plus encore, il est d'ores et déjà évident que la requête de la Yougoslavie est manifestement insusceptible de se rattacher à un chef quelconque de compétence de la Cour selon les dispositions du Statut. Cela devrait conduire la haute juridiction, non pas seulement à rejeter la demande de la République fédérale de Yougoslavie en indication de mesures conservatoires, mais aussi à rayer dès maintenant l'affaire de son rôle.

C'est ce que M. Ronny Abraham va maintenant montrer, Monsieur le président, si vous voulez bien lui donner la parole pour une brève intervention.

Monsieur le président, Madame et Messieurs de la Cour, je vous remercie très vivement de votre attention.

The VICE-PRESIDENT, acting President: Thank you very much, Mr. Pellet. Mr. Abraham, please.

M. ABRAHAM : Monsieur le président, je souhaiterais, pour terminer, rappeler brièvement les conclusions auxquelles MM. Badawi et Winiarski sont arrivés dans leur opinion jointe à l'ordonnance rendue par la Cour le 5 juillet 1951 dans l'affaire de l'*Anglo-Iranian Oil Co.*, qui reflètent bien l'état actuel de votre jurisprudence, et qui me semblent fort pertinentes s'agissant de l'affaire qui nous intéresse aujourd'hui :

«en droit interne, il y a toujours un tribunal qui est compétent. En droit international, c'est le consentement des parties qui confère juridiction à la Cour; la Cour n'a compétence que dans la mesure où sa juridiction a été acceptée par les parties. Le pouvoir donné à la Cour par l'article 41 n'est pas inconditionnel; il lui est donné aux fins du procès, dans les limites du procès. Pas de compétence au fond, pas de compétence pour indiquer des mesures conservatoires.»

Les deux juges poursuivaient en expliquant :

«s'il existe de fortes raisons en faveur de la compétence contestée, la Cour peut indiquer des mesures conservatoires; s'il existe des doutes sérieux ou de fortes raisons contre cette compétence, elle ne peut pas les accorder» (*C.I.J. Recueil 1951*, p. 97).

Et comme l'a souligné, d'autre part, sir Hersch Lauterpacht dans son opinion individuelle jointe à l'ordonnance de la Cour du 24 octobre 1957 dans l'affaire de l'*Interhandel* :

«c'est une chose de dire que les mesures prises par la Cour en vertu de l'article 41 du Statut ne préjugent en rien la question de sa compétence au fond et que la Cour n'a pas, au stade actuel, à s'assurer qu'elle a compétence sur le fond ou que sa compétence est probable; et c'est autre chose que d'affirmer que la Cour peut agir en vertu de l'article 41 sans tenir compte de sa compétence au fond et que cette dernière question ne se pose aucunement à propos d'une demande en indication de mesures conservatoires» (*C.I.J. Recueil 1957*, p. 118-119).

Monsieur le président, j'insiste sur le fait que, pour indiquer des mesures conservatoires, la Cour ne peut pas négliger la question de sa compétence au fond. La France a le droit d'escompter que la Cour n'agira pas en vertu de l'article 41, puisque son absence de compétence au fond est manifeste. J'ajouterai qu'il convient de ne pas décourager les Etats d'accepter des obligations judiciaires — et je cite à nouveau sir Hersch Lauterpacht —

«en raison de la crainte justifiée qu'en les acceptant ils risqueraient de s'exposer à la gêne, aux vexations et aux pertes pouvant résulter de mesures conservatoires dans le cas où il n'existe aucune possibilité raisonnable de compétence au fond vérifiée par la Cour *prima facie*» (*ibid*).

Mais il faut pousser le raisonnement plus loin, et tirer les conséquences ultimes de la situation qui se présente aujourd'hui à vous.

Non seulement il existe en l'espèce, pour reprendre l'expression utilisée par MM. Badawi et Winiarski, «des doutes sérieux ou de fortes raisons contre (la) compétence» de la Cour, ce qui suffirait à justifier le rejet de la demande en indication de mesures conservatoires présentée par le requérant, mais on peut affirmer d'ores et déjà qu'il existe une absence de doute raisonnable quant à l'incompétence de la Cour, ou, si l'on préfère, une incompétence manifeste.

La base de compétence invoquée par la partie adverse est plus qu'erronée : elle est inexistante, puisqu'elle est purement artificielle.

Il me semble qu'en pareil cas il y a lieu de raisonner comme si l'Etat requérant n'avait fondé son action que sur le seul article 38, paragraphe 5, du Règlement de la Cour, en neutralisant, en effaçant, en tenant pour nulle et non avenue l'invocation, faite de mauvaise foi, de l'article IX de la convention de 1948.

Que se serait-il produit si la République fédérale de Yougoslavie n'avait invoqué, ce qu'elle aurait fait si elle avait été de bonne foi, que l'article 38, paragraphe 5, du Règlement ? En application de cette disposition, la requête n'aurait pas été inscrite au rôle général de la Cour, et aucune procédure n'aurait été effectuée tant que le défendeur n'aurait pas donné son consentement — et il ne le donne pas — à la compétence de la Cour aux fins de l'examen de l'affaire. C'est d'ailleurs exactement ce qui s'est passé lorsqu'une première fois, en 1994, la République fédérale de Yougoslavie a formé une requête contre la France aux mêmes fins que la présente action.

Cette fois-ci, l'Etat requérant ayant indiqué dans sa requête une autre base de compétence, le Greffe de la Cour ne pouvait sans doute qu'inscrire l'affaire au rôle, et la Cour ne pouvait que décider de tenir la présente audience sur la demande de mesures conservatoires. Mais une fois démontré que cette base de compétence est manifestement inexistante, force est de constater que l'on revient à la situation de droit qui aurait prévalu si la requête ne s'était référée qu'à l'article 38, paragraphe 5, du Règlement. Il faut alors en tirer la conséquence logique : la requête doit être radiée du rôle, et la procédure ne doit pas se poursuivre davantage. Tel est exactement le raisonnement que la Cour a adopté dans l'affaire relative à la *Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des Essais*

nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France), qui opposait la Nouvelle-Zélande à la France et qui a donné lieu à l'ordonnance du 22 septembre 1995. La Nouvelle-Zélande ayant invoqué, dans sa requête, une base de compétence autre que l'article 38, paragraphe 5, du Règlement (il s'agissait en l'espèce d'une disposition tirée d'un précédent arrêt de la Cour et non d'un texte conventionnel, mais peu importe), la requête de la Nouvelle-Zélande a été — je cite l'ordonnance — «inscrite au rôle général de la Cour à seule fin de permettre à celle-ci de déterminer si les conditions fixées par ce texte sont en l'espèce remplies», puis, la Cour ayant constaté qu'elles ne l'étaient pas, il a été donné instruction au greffier : «de procéder à la radiation de cette demande du rôle général à compter du 22 septembre 1995», soit la date même de l'ordonnance (*C.I.J. Recueil 1995*, par. 66).

De même, dans les affaires que j'ai eu l'occasion de citer tout à l'heure (celle du *Traitement en Hongrie d'un avion des Etats-Unis d'Amérique et de son équipage*, celles des *Incident(s) aérien(s) du 7 octobre 1952 et du 7 novembre 1954*, ou encore celle de *l'Antarctique*), la Cour a, après avoir constaté qu'elle n'était en présence d'aucune base de compétence susceptible de lui permettre de donner suite à la requête introduite par l'Etat demandeur, décidé de rayer les affaires en question du rôle général de la Cour.

La même solution s'impose ici.

Monsieur le président, Madame et Messieurs de la Cour, j'insiste une dernière fois : la mauvaise foi, l'artifice ne doivent être d'aucun rapport, d'aucun avantage à celui qui en use.

Permettre à la procédure de se poursuivre au-delà de l'ordonnance que vous rendrez à l'issue de la présente audience serait déjà consentir un avantage, fût-il symbolique, à l'Etat qui cherche scandaleusement à abuser des règles qui définissent et qui limitent les conditions de l'action judiciaire.

Et de quelle utilité serait une telle poursuite de la procédure, s'il est d'ores et déjà certain que la Cour ne dispose d'aucune base de compétence ?

Monsieur le président, Madame et Messieurs de la Cour, en conclusion, la France estime que la Cour ne peut donner suite à la requête de la République fédérale de Yougoslavie. Aucune des deux bases de compétence invoquées n'étant pertinente. Ni l'une ni l'autre ne saurait fonder la compétence de la Cour en l'espèce. Cette affaire devrait, de l'avis de la France et pour les raisons que nous venons d'exposer, être rayée du rôle général de la Cour.

Je vous remercie, Monsieur le président, ainsi que les autres membres de la Cour, de l'attention que vous avez bien voulu porter aux observations de la France.

The VICE-PRESIDENT, acting President : Thank you, Mr. Abraham. This brings to a conclusion the Court's session for today. The Court will resume tomorrow morning at 10 o'clock.

The Court rose at 5.55 p.m.

Non-Corrigé
Uncorrected

Traduction
Translation

CR 99/17 (traduction)

CR 99/17 (translation)

Lundi 10 mai 1999 à 17 h 10

Monday 10 May 1999 at 5.10 p.m.

06

Le VICE-PRESIDENT, faisant fonction de président : Veuillez vous asseoir. La Cour se réunit maintenant afin d'entendre les conclusions de la France dans l'affaire portée par la Yougoslavie contre la France, et j'ai le plaisir de donner la parole à l'agent du gouvernement de la France, Monsieur Abraham.

Mr. RONNY ABRAHAM: Mr. President, Members of the Court, France, whom I have the great honour to represent before you today, is brought before the Court by the Federal Republic of Yugoslavia for "violation of the obligation not to use force" (title of the Application filed on 29 April 1999).

It is out of respect for the International Court of Justice that the French Republic, represented by myself, makes this submission to you today. But I have to say, with regret, that this respect seems not be shared by the opposing party, so evident is it from the outset that the Application of the Federal Republic of Yugoslavia against France falls outside the Court's jurisdiction, that the Court is inevitably bound in consequence to reject it, and that the Applicant State cannot be unaware of this. Why then make the Application in the first place?

I have the clear impression, Mr. President, that Yugoslavia in reality seeks to use the Court as a political forum, rather than as what it is, an essential judicial institution, charged pursuant to Article 38 of its Statute with the task of resolving, in conformity with international law, the disputes submitted to it, subject to the limits of its jurisdiction.

For the Respondent, this case, doomed as it is to failure and instituted for ends flagrantly at odds with those of true justice, is perhaps no more than an annoyance; but for the Court it is most certainly an insult.

07

It is unnecessary to recite at length the events which led up to this case, namely what the world knows as the "Kosovo crisis". As the Heads of State and of Government attending the meeting of the North Atlantic Council in Washington on 23 and 24 April 1999 emphasized, this crisis poses a fundamental challenge to the values defended by those States which are participating in NATO's military operations and which are the Respondents to these proceedings by Yugoslavia: democracy, human rights and the rule of law. This crisis is "the culmination of a deliberate policy

of oppression, ethnic cleansing and violence pursued by the Belgrade régime . . ." (*Declaration on Kosovo*, adopted at the conclusion of the Washington Summit). The Declaration states that:

"NATO's military action against the Federal Republic of Yugoslavia supports the political aims of the international community, which were reaffirmed in recent statements by the UN Secretary-General and the European Union: a peaceful, multi-ethnic and democratic Kosovo where all its people can live in security and enjoy universal human rights and freedoms on an equal basis."

France does not seek to enter in any way whatever into a discussion on the substance of the alleged dispute which the Application aims to resolve. Instead, she will limit herself to showing that the Court has no jurisdiction to entertain that Application. She associates herself completely with the arguments in this sense which have been and will be developed before you by the Respondents in the other cases to be considered by the Court at these hearings.

Mr. President, in its Application against France, the Federal Republic of Yugoslavia relies on two bases of jurisdiction: Article IX of the 1948 Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide and Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court. Both of these bases of jurisdiction are totally inapplicable, but for different reasons.

(a) Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court reads as follows:

"When the applicant State proposes to found the jurisdiction of the Court upon a consent thereto yet to be given or manifested by the State against which such application is made, the application shall be transmitted to that State. It shall not however be entered in the General List, nor any action taken in the proceedings, unless and until the State against which such application is made consents to the Court's jurisdiction for the purposes of the case."

This provision represents, as you know, an offer to resolve a dispute by judicial means, which the State against whom the Application is made is free to accept or to reject. Seisin and jurisdiction of the Court both depend — and I need not dwell on the point — on the existence of consent by the Respondent. Your case-law is quite extensive on this point: see, for example, the case concerning *Treatment in Hungary of Aircraft and Crew of United States of America (United States of America v. Hungarian People's Republic)*. The Court explains, in its Order of 12 July 1954, that it "can take no further steps" on the Application filed by the United States of America in the absence of an "acceptance by the Government of the Hungarian People's Republic of the jurisdiction

08 of the Court to deal with the dispute which is the subject of the Application . . ." (*I.C.J. Reports* 1954, p. 101). The Court's reasoning was identical in the case of the *Aerial Incident of October 7th, 1952* (*United States of America v. Union of Soviet Socialist Republics*) (*I.C.J. Reports* 1956, p. 9), in the *Antarctica* case (*United Kingdom v. Argentina*) (*I.C.J. Reports* 1954, p. 14) and in the case concerning *the Aerial Incident of 7 November 1954* (*United States of America v. Union of Soviet Socialist Republics*) (*I.C.J. Reports* 1959, p. 278), etc. I need not burden you with further examples.

Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court does not apply quite simply because, in this case, France does not accept the Court's jurisdiction. It is clearly understood that her participation in the present phase of the proceedings instituted by Yugoslavia's Application does not constitute an acceptance of the jurisdiction of the Court under that Article. Moreover, no one can fail to be aware that the *forum prorogatum* doctrine can have no application in such circumstances. In its Order of 13 September 1993 in the case concerning *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide* (*Bosnia and Herzegovina v. Yugoslavia*), the Court stressed that "the Respondent has constantly denied that the Court has jurisdiction to entertain the dispute, on the basis of that Convention [Genocide] or on any other basis". The Court went on to hold that, in this context, the presence before it of the respondent State (Yugoslavia) and the measures requested by it could not be seen, even *prima facie*, as an "unequivocal indication" of that State's wish to accept in a "voluntary and indisputable way" the Court's jurisdiction (*I.C.J. Reports* 1993, p. 325, para. 34).

In the absence of consent by France under Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court, the Application by Yugoslavia cannot be entered on that basis in the General List of the Court and no action may be taken in the proceedings.

Accordingly, the applicant State, which cannot be unaware of these considerations, has resorted to the ploy of invoking an additional basis of jurisdiction for the Court: Article IX of the 1948 Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide.

09 (b) However, this provision is not a valid basis of jurisdiction either, and this is absolutely manifest. Moreover, if the Federal Republic of Yugoslavia had really thought that Article IX of

the Convention of 1948 provided a legal basis for the claims which it seeks to bring before the Court, it would not also have invoked Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court.

With your permission, Mr. President, in a moment Professor Alain Pellet will show you that the Convention of 1948 has no connection with the arguments and submissions contained in the Application.

What we are dealing with here is no more than a device, by which no one should be deceived.

Will the Court allow this device to have any impact, any effect whatever, even in purely procedural terms? I believe and hope not.

It follows from the basic principle of the respect due to a court, and in particular to the principal judicial organ of the United Nations, that no party may derive any benefit, however minimal, from a procedural device.

This is why the French Republic is asking the Court, for reasons of law which I will explain a little later, purely and simply to order that the Application of the Federal Republic of Yugoslavia against France be removed from the General List.

But before that, with your permission, Mr. President, Professor Alain Pellet will demonstrate to you that the Court has no *prima facie* jurisdiction to entertain that Application.

Thank you for your attention.

Le VICE-PRESIDENT, faisant fonction de président : Je donne la parole à Monsieur Pellet.

Mr. PELLET: Mr. President, Members of the Court,

1. It is an honour for me to speak before you again on behalf of my country, even though I would have preferred to do so under different circumstances, so manifest is the Court's lack of jurisdiction, and so insulting is the wholly artificial ground on which the Federal Republic of Yugoslavia claims to base the Court's jurisdiction, namely Article IX of the 1948 Genocide Convention.

Mr. Ronny Abraham has just sketched out the position of France. It falls to me to show that the Court does not have the *prima facie* jurisdiction which is necessary for the indication of provisional measures under Article 41 of the Statute.

2. In accordance with your now well-established jurisprudence, the indication of provisional measures is subject to three conditions:

- irreparable damage must have been caused to the rights — not to the interests, Mr. President, but *to the rights* — of the Parties, in the context of the dispute before the Court;
- indication of the provisional measures requested must be a matter of urgency;
- the Court must have at least *prima facie* jurisdiction to hear the principal dispute.

I shall not dwell on the first two conditions, since the third is so manifestly absent, making consideration of the other two superfluous and truth to tell impossible; for it is abundantly clear that jurisdiction is the preliminary condition for any consideration of the matter.

3. Mr. President, long ago the Permanent Court of International Justice warned against the idea that an application was enough to create a justiciable dispute, establishing a common-sense rule:

"It is clear that the Court's jurisdiction cannot depend solely on the wording of the Application; . . . The Court must, in the first place, consider . . . whether the clauses upon which the decision on the Application must be based, are amongst those in regard to which the Court's jurisdiction is established." (*P.C.I.J.*, case concerning *Certain German Interests in Polish Upper Silesia*, Judgment of 25 August 1925, Series A, No. 6, p. 15).

The Court must therefore assure itself that the dispute brought before it indeed falls within the category of disputes corresponding to the basis of jurisdiction invoked. The Court recently repeated this in its Judgment of 12 December 1996 in the *Oil Platforms* case:

"the Court cannot limit itself to noting that one of the Parties maintains that such a dispute exists [in the case concerned the dispute related to the interpretation or application of the 1955 Treaty of Amity between the United States and Iran], and the other denies it. It must ascertain whether the violations of the Treaty of 1955 pleaded by Iran do or do not fall within the provisions of the Treaty and whether, as a consequence, the dispute is one which the Court has jurisdiction *ratione materiae* to entertain, pursuant to" the compromissory clause contained in the Treaty (*I.C.J. Reports 1996*, p. 810, para. 16).

This echoes the positions which the Court has adopted more specifically with regard to provisional measures: on the one hand, the provisional measures requested must coincide with the subject-matter of the dispute as defined in the Application — as the Court recalled in its Order of 2 March 1990, in the case concerning the *Arbitral Award of 31 July 1989* (*I.C.J. Reports 1990*, p. 70, para. 26); on the other hand, the Court has always rejected requests for the indication of provisional measures falling outside the scope of the instrument invoked as the basis of the Court's jurisdiction (see *ibidem* and the Orders of 8 April and 13 September 1993 in the case concerning *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide*).

4. The Federal Republic of Yugoslavia claims to found the Court's jurisdiction on Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court — which is one way of recognizing that your distinguished Court has no jurisdiction — and on Article IX of the 1948 Genocide Convention — which is perhaps another way of recognizing the same thing, so absurd is the implied allegation that France is committing genocide.

The Convention is expressly mentioned twice in the Yugoslav Application, once as the basis of the Court's jurisdiction (page 2); and again among the legal grounds on which the Application is based (page 5). It is cited in the Application alongside various principles, or so-called principles, of customary law and alongside treaties to which in some cases France is not even a party, such as the 1977 Protocol I to the Geneva Conventions or the 1948 Danube Convention. The Genocide Convention is not once mentioned in the request for the indication of provisional measures.

The most that can be said is that Yugoslavia refers, among the "legal grounds" on which the Application is based, to the fact that the acts imputed to France are such that "the Yugoslav population is deliberately imposed conditions of life calculated to bring about physical destruction of the group, in whole or in part" (p. 16). The Applicant had previously used the same expression, with regard not to a group, but to *ethnic groups* in the plural (p. 1). The procedure is the same in the Application itself in which, in two places, the Federal Republic of Yugoslavia paraphrases but does not quote Article II(c) of the Genocide Convention, which extends the definition of this crime to "deliberately inflicting" on a national, ethnic, racial or religious group, with intent to destroy it,

12 "conditions of life calculated to bring about its physical destruction in whole or in part" (pp. 3 and 4). The Agent for Yugoslavia did the same this morning.

5. It is understandable, Mr. President, that the applicant State hesitates to use the word "genocide": use of the word would merely emphasize the incongruity of its Application, whose very title, the title which the applicant State chose to give it, shows that it has nothing whatever to do with genocide. Moreover, Members of the Court, you did not mistake the matter when you gave this case the title *Legality of Use of Force*.

This title corresponds to that chosen by the Applicant: "Application of the Federal Republic of Yugoslavia against the Republic of France *for Violation of the Obligation not to Use Force*" — not " . . . for Violation of the Obligation not to Commit Genocide". No: for the alleged violation of the obligation *not to use force*.

This sole objective is confirmed by the submission, also a sole submission, which closes the request for the indication of provisional measures. Its wording leaves no doubt as to its object:

"The Republic of France shall cease immediately its acts of use of force and shall refrain from any act of threat or use of force against the Federal Republic of Yugoslavia" (p. 17).

Moreover, the Application and the request for the indication of provisional measures, taken as a whole, concern exclusively the loss and destruction caused by acts related to the current armed conflict, whereas not once has the Federal Republic of Yugoslavia made the slightest allusion to any "genocidal intention" on the part of the authorities of the French Republic. The same can be said about the oral arguments which we have heard this morning, the only exception being the statement by Mr. Mitić, who restricted himself to an isolated affirmation without making any attempt to back it up by argument.

6. Now, Genocide, as defined by the 1948 Convention, has two elements. One is objective: the destruction of all or part of a national or religious group as such. The other is subjective: an intention to achieve this result, which is in conflict, as you said in your 1951 Opinion, with "the most elementary principles of morality" (I.C.J., Advisory Opinion of 28 May 1951, *Reservations*

13

to the *Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide*, p. 23). There is no trace of either of these elements in the present case.

With regard to the first of the two, the Federal Republic of Yugoslavia invokes, as I have said, only — but this is already going far too far — Article II(c) of the Convention, "deliberately inflicting on the group conditions of life calculated to bring about its physical destruction in whole or in part" and it "substantiates" the allegation by accusing France of causing "enormous environmental damage" and of using depleted uranium (Application, p. 3).

Mr. President, these allegations have no basis in fact:

- the NATO forces are taking every precaution to cause as little damage as possible to the environment and are making all efforts to ensure that the civilian population suffers no needless harm;
- as to the allegation of the use of depleted uranium, it is completely groundless, as French armed forces have no weapons of this kind. Also the use of any given weapon, especially when the weapon is in no way illegal, has no relationship with the definition of genocide, even when viewed in terms of its objective element.

7. It goes without saying, Mr. President, that the element of intent is also entirely absent, as the Court recently stressed forcefully in a case which itself involved the Federal Republic of Yugoslavia:

"it appears to the Court from the definition of genocide in Article II of the Genocide Convention, (. . .) that its essential characteristic is the intended destruction of 'a national ethnical, racial or religious group'." (Order of 13 September 1993, para. 42, *I.C.J. Reports 1993*, p. 345).

The use of armed force is not covered as such in the provisions of the 1948 Convention on which the Federal Republic of Yugoslavia claims to found its Application.

In this connection we can only agree with the interpretation given to Article II(c) by the United States when it ratified in 1988:

14

"That acts in the course of armed conflicts committed without the specific intent required by Article II are not sufficient to constitute genocide as defined by this Convention" (in *Multilateral Treaties Deposited with the Secretary-General — Status as at 31 December 1997*, ST/LEG/SER.E/16, p. 88).

It is also revealing that there were no objections or negative reactions to this interpretative declaration from other countries, notably Yugoslavia. It would have been very surprising if there had been: a straight reading of Article II of the 1948 Convention shows clearly that the intention to destroy a human group as such lies at the very heart of the definition of genocide. I would add, in passing, that the concept of deliberate intent is doubly present in Article II(c): the perpetrator of the genocide must have the *intention* to destroy the group *and* he must *deliberately* inflict on the group conditions of life calculated to bring about its physical destruction.

8. The Court was particularly clear in this connection in its Order of 13 September 1993 indicating provisional measures in the case concerning *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide*. It took the view that, of all the rights which Bosnia-Herzegovina claimed were violated by Yugoslavia (Serbia/Montenegro), only the right of the people and of the State of Bosnia-Herzegovina to be protected against acts of genocide and other acts equivalent thereto, perpetrated by the Respondent acting in concert with its agents or surrogates in Bosnia and elsewhere was "such that it [might] prima facie to some extent fall within the rights arising under the Genocide Convention" (*I.C.J. Reports 1993*, p. 344, para. 39).

On the other hand, the Court considered that none of the other Bosnian requests "fell within the scope of the Genocide Convention" (Order of 8 April 1993, *I.C.J. Reports 1993*, p. 19, para. 35). In particular, it found that the measures requested by the applicant State in respect of legitimate defence did not come within the scope of "the jurisdiction under Article IX of the Genocide Convention" (Order of 13 Sept. 1993, *I.C.J. Reports 1993*, p. 345, para. 41). And the Court rejected requests the object of which was to conserve "the right of the people and State of Bosnia and Herzegovina to be free at all times from the use or threat of force directed against them" by Yugoslavia (Serbia/Montenegro) (*ibid.*, p. 343, para. 38).

15 9. Now, Members of the Court, this is exactly what the Federal Republic of Yugoslavia is asking for in this case, and this is *all* that it is asking for. It is asking you — and I quote once again the actual text of its sole submission, this time in French — purely and simply to indicate that "*la République française doit cesser immédiatement ses actes d'emploi ou de menace de la force contre la République fédérale de Yougoslavie*" ("The Republic of France shall cease immediately

its acts of use of force and shall refrain from any act of threat or use of force against the Federal Republic of Yugoslavia"). It takes as its basis the very words used at the time by Bosnia-Herzegovina, whose requests you unequivocally refused in 1993, having found that they did not come, even *prima facie*, within the jurisdiction of the Court under the 1948 Convention.

There is no reason, Mr. President, why you should change your view in 1999. Nor does the Federal Republic of Yugoslavia offer one.

France is therefore firmly convinced that the Court cannot indicate a provisional measure of any kind in the proceedings instituted against it by Yugoslavia, there being no *prima facie* jurisdiction. But France also believes that we must go further. The Court has no *prima facie* jurisdiction; but, over and above this, it is already quite clear that Yugoslavia's Application is manifestly incapable of coming within any of the heads of jurisdiction of the Court under the provisions of the Statute. That should lead the Court not only to reject the request of the Federal Republic of Yugoslavia for the indication of provisional measures but also, as of now, to remove the case from its List.

This is what Mr. Ronny Abraham will now show, Mr. President, if you would be so good as to hear him briefly.

Mr. President, Members of the Court, I thank you most kindly for your attention.

Le VICE-PRESIDENT, faisant fonction de président : Je vous remercie, Monsieur Pellet. Monsieur Abraham, s'il vous plaît.

16

Mr. ABRAHAM: Mr. President, I should like to end by recalling briefly what Judges Badawi and Winiarski said in their opinion appended to the Court's Order of 5 July 1951 in the case concerning the *Anglo-Iranian Oil Company (United Kingdom v. Iran)*, which well reflects the current state of your jurisprudence, and which appears to me to be highly pertinent to the case with which we are concerned today:

"(...) in municipal law, there is always some tribunal which has jurisdiction.

In international law it is the consent of the parties which confers jurisdiction on the Court; the Court has jurisdiction only in so far as that jurisdiction has been accepted by the parties. The power given to the Court by Article 41 is not

unconditional; it is given for the purposes of the proceedings and is limited to those proceedings. If there is no jurisdiction as to the merits, there can be no jurisdiction to indicate interim measures of protection."

The two Judges went on to explain that:

"if there exist weighty arguments in favour of the challenged jurisdiction, the Court may indicate interim measures of protection; if there exist serious doubts or weighty arguments against this jurisdiction, such measures cannot be indicated" (*I.C.J. Reports 1951*, p. 97).

Furthermore, as Sir Hersch Lauterpacht emphasized in his separate opinion appended to the Court's Order of 24 October 1957 in the *Interhandel* case:

"it is one thing to say that action of the Court under Article 41 of the Statute does not in any way prejudice the question of its competence on the merits and that the Court need not at that stage satisfy itself that it has jurisdiction on the merits or even that its jurisdiction is probable; it is another thing to affirm that the Court can act under Article 41 without any regard to the prospects of its jurisdiction on the merits and that the latter question does not arise at all in connection with a request for interim measures of protection" (*I.C.J. Reports 1957*, p. 118).

Mr. President, I must stress that, in order to indicate provisional measures, the Court cannot ignore the issue of its jurisdiction on the merits. France is entitled to expect that the Court will take no action under Article 41, since its lack of jurisdiction on the merits is manifest. Moreover — and I again cite Sir Hersch Lauterpacht — States must not be discouraged from accepting judicial obligations

"as the result of any justifiable apprehension that by accepting them they may become exposed to the embarrassment, vexation and loss, possibly following upon interim measures, in cases in which there is no reasonable possibility *prima facie* ascertained by the Court, of jurisdiction on the merits" (*ibid.*).

However, we should take this reasoning still further, and follow the situation presented to you today to its logical conclusion.

17

Not only are there in this case, to repeat the phrase used by Judges Badawi and Winiarski, "serious doubts or weighty arguments against the jurisdiction" of the Court, which would suffice to justify rejection of the request for the indication of provisional measures submitted by the Applicant, but we are entitled to assert here and now that there is no reasonable doubt as to the Court's lack of jurisdiction; or, if you prefer it, the Court's lack of jurisdiction is manifest.

The basis of jurisdiction invoked by our opponents is more than just erroneous: it is non-existent, for it is purely artificial.

It seems to me that in these circumstances we should reason as if the applicant State had founded its case solely on Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court, and disregard, ignore or deem null and void its reliance, made in bad faith, on Article IX of the 1948 Convention.

What would have been the situation if the Federal Republic of Yugoslavia had relied — as it would have done had it been acting in good faith — solely on Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court? Under that provision, the Application would not have been entered in the General List, and no action would have been taken in the proceedings, until such time as the Respondent had given its consent — which it does not do — to the Court's jurisdiction to entertain the case. And indeed this is exactly what happened when previously, in 1994, the Federal Republic of Yugoslavia lodged an application against France for the same purposes as these present proceedings.

This time, since the applicant State had indicated a different basis of jurisdiction in its Application, the Registry of the Court doubtless had no option but to enter the case in the List, and the Court felt itself obliged to decide to hold the present hearings on the request for provisional measures. However, once it has been shown that this basis of jurisdiction manifestly does not exist, we necessarily revert to the legal position which would have obtained if the Application had relied only on Article 38, paragraph 5, of the Rules. We are then bound to draw the logical consequence: the Application must be removed from the List and the proceedings must go no further. This is exactly the reasoning adopted by the Court in the case concerning the *Request for an Examination of the Situation in Accordance with Paragraph 63 of the Court's Judgment of 20 December 1974 in the Nuclear Tests Case* between New Zealand and France, which resulted in the Order of 22 September 1995. Since New Zealand's Request relied on a basis of jurisdiction other than Article 38, paragraph 5, of the Rules (the provision relied on in that case was in fact drawn from a previous decision of the Court and not from a treaty text, but that makes no difference here), the Request had been — and I quote the Order — "entered in the General List of the Court for the sole purpose of allowing the Court to determine whether the conditions laid down in that text have been fulfilled in the present case"; then, once the Court had found that such was

not the case, it instructed the Registrar — and again I quote — "to remove that Request from the General List as of 22 September 1995, i.e. the date of the Order (*I.C.J. Reports 1995*, para. 66).

Similarly, in the cases which I had occasion to cite earlier (*Treatment in Hungary of Aircraft and Crew of United States of America (United States of America v. Hungary)*), and the cases concerning the *Aerial Incident[s]* of 1952 and 7 November 1954, or again the *Antarctica* case), the Court, having found that there was no basis of jurisdiction capable of enabling it to accede to the applicant State's Request, decided to remove the cases in question from its General List.

The same solution must apply in this case.

Mr. President, Members of the Court, I will say it one last time: a party which employs bad faith and artifice may not derive any gain or benefit therefrom.

To permit the proceedings to continue beyond the order which you will make on conclusion of the present hearings would be to allow a benefit — albeit that it might be symbolic — to a State which seeks flagrantly to abuse the rules defining and limiting the conditions for judicial proceedings.

And what would be the point of thus continuing with the proceedings, if it is already clear at this stage that the Court has no basis of jurisdiction?

Mr. President, Members of the Court, in conclusion, France considers that the Court cannot proceed upon the Application filed by the Federal Republic of Yugoslavia, since neither of the two bases of jurisdiction relied upon is pertinent. Neither of them is capable of constituting a basis for the jurisdiction of the Court in this case. In France's view, for the reasons which I have just explained to you, this case should be removed from the General List of the Court.

Thank you, Mr. President, Members of the Court, for being kind enough to hear France's observations.

Le VICE-PRESIDENT, faisant fonction de président : Je vous remercie, Monsieur Abraham.
La séance d'aujourd'hui est close. Les audiences reprendront demain, à 10 heures.

L'audience est levée à 17.55.
